

DISCOURS 1^{er} MAI 2012

DEVANT LA PREFECTURE 37

UD FO 37

Chers camarades,

La confédération générale du travail FORCE OUVRIERE adresse son salut fraternel à l'ensemble des travailleurs de France, d'Europe et du monde en ce 1^{er} mai 2012.

Le 1^{er} mai est avant tout la journée internationale de solidarité et de revendications.

En ces temps de crise qui perdure, il est important, en ce jour notamment, de souligner que partout où les peuples souffrent dans leur quotidien (la liste est longue et s'allonge d'année en année) les syndicalistes sont parmi les premiers à être opprimés, violentés voire assassinés.

On décompte encore 90 syndicalistes assassinés en 2011 ; 75 faisant l'objet de menaces de mort ; et 25 000 qui sont en détention !

Si les syndicalistes sont la cible des gouvernements autoritaires et totalitaires c'est qu'ils sont et restent le symbole de la liberté et de la démocratie. Les événements du Printemps arabe en 2011, et notamment en Tunisie, ont montré que le soulèvement des peuples est d'abord initié par l'exigence de respect, dignité, liberté et de démocratie mais aussi en réaction à la dégradation des conditions sociales due en grande partie à la crise économique et financière mondiale.

En cette journée de solidarité internationale, je vous annonce que notre secrétaire général, Jean Claude MAILLY, s'est rendu à la demande des camarades tunisiens à Tunis pour être à leurs côtés en ce 1^{er} mai et les soutenir dans leur action. Il participe donc en ce moment à un meeting et à la manifestation du 1^{er} mai à Tunis.

La « Révolution du Jasmin » en Tunisie, mais aussi les événements en Egypte, au Maroc ou ailleurs ont été historiques et aujourd'hui, il y a lieu d'installer durablement la liberté et la démocratie dans ces pays après les avoir revendiqués et obtenus.

Il faut soutenir ces peuples et les camarades dans leurs revendications légitimes d'obtenir les libertés fondamentales. Ces événements doivent interpeller les gouvernants. Partout, les salariés résistent et se battent pour défendre leurs conditions de travail, leurs revendications, leurs droits y compris celui de s'organiser librement en syndicat.

Car il y a urgence, mes camarades, à remettre en cause le modèle capitaliste, libéral et financier. Il suffit de constater ce qu'il s'est passé en Grèce, ce qui se passe aujourd'hui en Espagne ou au Portugal.

Aujourd'hui, nous vivons une période mouvementée à double titre.

Une crise qui perdure et qui s'aggrave, une crise profonde du système capitaliste et, cela n'a échappé à personne, nous sommes en pleine campagne électorale et même en plein entre les deux tours.

S'agissant de la crise, FO le répète inlassablement, elle ne connaît pas de répit et en sortir nécessite une rupture à trois niveaux : international, européen et national, ce qui n'est toujours pas le cas.

Pour FO, l'émancipation des Etats des marchés financiers et une réforme du système monétaire sont des passages obligés à une résolution de la crise actuelle ; de même que l'application des normes internationales dans l'ensemble des pays, ce qui est loin d'être le cas, y compris au sein des pays du G20.

Au niveau européen, on assiste à la sacralisation de l'austérité que certains veulent même graver dans le marbre avec les deux traités européens qui sont déjà acceptés dans certains pays ou en passe d'être validés dans d'autres. Traduction : Cela revient à entériner le pacte budgétaire européen d'austérité, avec au cœur de ce pacte la fameuse règle d'or.

Second traité qualifié par FO de gigogne, celui sur la coopération, la stabilité et la gouvernance intimement lié au premier car pour qu'un pays ait recours au MES, il faudra qu'il accepte en contrepartie les conditions économiques et sociales imposées mais aussi avoir avalisé le traité qui instaure la règle d'or.

S'agissant du MES qui a été adopté dans une simple loi, FO avait écrit à l'ensemble des parlementaires pour leur demander de ne pas le voter.

Pour celui qui instaure l'austérité et la règle d'or, une fois n'est pas coutume, FO appellera à voter NON en cas de référendum ou à faire campagne si le choix est de le passer au Parlement réuni en congrès.

Tout ceci a pour conséquences de condamner le « modèle » social européen, d'une part et le « modèle » social français, d'autre part. Modèle social dont on est bien content qu'il serve d'amortisseur en cas de crise et qu'on veut condamner pour sortir de la crise : nos gouvernants ne sont pas à un paradoxe près !! Pour FO, suivre cette logique d'austérité et de remise en cause de nos modèles sociaux est une logique suicidaire !! Mes camarades, on ne sort pas d'une crise du capitalisme et de logique financière en faisant plus de libéralisme économique, de flexibilité et d'autoritarisme social !!

Pour revenir à la campagne électorale, fidèle à son principe et sa pratique de liberté et d'indépendance syndicale, FO n'a donné et ne donnera bien entendu aucune consigne de vote directe ou indirecte. Quelque soit le gouvernement demain, il faudra, en face, une organisation syndicale libre et indépendante. Nous ne sommes pas des directeurs de conscience. Nous ne soutenons aucun programme. Pour autant, pour FO les revendications continuent avant, pendant et après la campagne.

L'une des premières responsabilités du futur gouvernement c'est le maintien du caractère républicain de notre société. Pour cela, FO demande l'arrêt de la RGPP et revendique le maintien et la défense des services publics, car défendre les services publics, c'est défendre la République.

Le combat que nous menons contre la RGPP, même s'il nous a permis notamment de nous hisser à la première place des organisations syndicales représentatives dans la fonction publique d'Etat lors des élections d'octobre dernier, doit se poursuivre car après la fonction publique d'Etat, c'est la fonction publique territoriale qui est en ligne de mire.

Affaiblir la fonction publique, c'est affaiblir la République.

Autre pilier de la république sociale, notre régime de protection sociale doit être sauvegardé et mis à l'abri des attaques incessantes du patronat et de nos gouvernants. Il faut préserver la sécurité sociale de 1945 et, plus largement, notre système de protection sociale encensé lorsqu'il sert d'amortisseur à la crise, critiqué pour son système de financement.

S'agissant de la retraite, mes camarades, les effets de la contre-réforme de 2010 se font sentir et ce sont 15 % de liquidation de retraites en moins que l'on constate. Autant de personnes empêchées de partir à la retraite cette année.

Sur ce sujet, FO réaffirme son opposition à toute réforme systémique des retraites par comptes notionnels ou régimes par points qui remettent en cause le régime général et les pensions, donc de statut. FO rappelle haut et fort que seule la retraite par répartition garantit la solidarité et des droits entre salariés de plusieurs générations. Réduire la durée de cotisation nécessaire à une retraite à taux plein, revenir au départ à taux plein à 60 ans, prendre réellement en compte la pénibilité notamment, figurent parmi nos revendications.

Mes chers camarades, pour FO, quel que soit le gouvernement qui sortira des urnes, nos revendications sont incontournables. Tout gouvernement qui les ignorerait serait bien mal inspiré !

Les travailleurs ne sont pas responsables du chômage, de la précarité du travail, des carrières professionnelles hachées et de la répartition des richesses au bénéfice du capital.

FO est déterminée à pousser bien haut les revendications en matière de salaire, première des revendications, d'emploi, de protection sociale collective, de services publics républicains.

De la même manière, nous nous opposerons à toute remise en cause du droit de grève qui fait l'objet d'attaques récurrentes et de la liberté syndicale, ce qui revient au dossier de la représentativité syndicale et à cette loi liberticide de 2008 que nous continuons et continuerons, avec les moyens disponibles, de combattre.

Une première victoire est à noter à notre actif, celle du vote du Bureau International du Travail sur notre plainte relative à la loi du 20 août 2008. Pour mémoire nous avons contesté l'atteinte à la liberté de désignation du délégué syndical. Sur cet aspect, dans ses conclusions le Comité de la liberté syndicale « invite le gouvernement à examiner avec les interlocuteurs sociaux la possibilité de réviser la loi ». C'est pour FO une victoire et nous continuerons de maintenir la pression sur le sujet avec le nouveau gouvernement quel qu'il soit.

Aujourd'hui nous sommes nous aussi, organisation syndicale, en campagne électorale permanente, tous les jours des élections ont lieu dans les entreprises, les établissements, bientôt aura lieu le recueil des résultats pour le calcul de la représentativité, il y a lieu mes camarades de voter et faire voter pour les listes FO à l'occasion de chaque élection.

Bientôt auront lieu aussi en décembre 2012, les élections dans les TPE, il n'y a pas de « Très Petites Elections » mes camarades et là aussi il nous faut tous nous mobiliser pour gagner ces élections qui sont sur sigle, que nous n'avons pourtant pas demandé, et en faire une démonstration de notre détermination.

Le 1^{er} mai, mes camarades, n'est pas un symbole émoussé et, je le rappelle, ce n'est pas la fête du travail initiée par le Maréchal Pétain, mais bien un jour de solidarité internationale et de revendications sociales.

C'est l'occasion aussi en ce jour de solidarité internationale de rappeler qu'en ces temps difficiles, il faut continuer à contester avec détermination, la xénophobie, le racisme et l'antisémitisme qui se développent sur le terreau de la misère.

De rappeler aussi le strict respect du principe de laïcité, laïcité qui en ces périodes électorales fait l'objet de nombreux débats.

Profondément attachés aux valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité, nous le sommes plus que jamais. La laïcité c'est le respect de la liberté de conscience. La laïcité appelle aussi à une stricte égalité de traitement entre les croyants, les athées et les agnostiques, c'est aussi la séparation de l'église, quelle qu'elle soit, et de l'Etat.

Quand on est militant ou adhérent FORCE OUVRIERE – et ce qui étonne toujours à l'extérieur – on peut être individuellement socialiste, UMP, trotskiste, anarchiste, modem, anarcho-syndicaliste ou rien du tout.

On peut être catholique, musulman, bouddhiste, athée ou mécréant. Mais dans le syndicat, on est d'abord et exclusivement ensemble pour défendre et représenter les intérêts des salariés. FORCE OUVRIERE, un syndicat, rien qu'un syndicat ; un syndicat pas un parti, c'est cela notre rôle, c'est cela notre ambition.

Pour en revenir à la période que nous vivons à savoir la veille des résultats des élections présidentielles, quel que soit le gouvernement qui sera en place, une chose est sûre, mes camarades, les travailleurs de ce pays ne pourront compter que sur leurs propres forces et leur propre mobilisation.

Et pour cela, ils auront besoin aujourd'hui comme hier, d'une organisation indépendante, libre, confiante et déterminée. La nôtre, FORCE OUVRIERE.

Les revendications restent et sont la colonne vertébrale du syndicalisme, elles sont le moteur de l'histoire c'est pourquoi, en ce 1^{er} mai 2012, la confédération FO appelle tous les salariés, du privé comme du public, à la rejoindre, à se mobiliser, à constituer leurs syndicats.

Alors, mes camarades, soyons prêts et soyons déterminés. Refusons toute austérité d'où qu'elle vienne et préparons-nous à prendre toutes les initiatives qui seraient indispensables pour garantir les droits des travailleurs.

Vive le syndicalisme libre !

Vive le 1^{er} mai de revendications et de solidarité internationale !

Vive FORCE OUVRIERE !

GREGOIRE HAMELIN
SECRETAIRE GENERAL